

UJFP

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX
الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à
EJP EUROPEAN JEWS
FOR A JUST PEACE

L'Assemblée générale de l'UJFP 2014 Communiqué

**Gaza, Jérusalem, Cisjordanie, Néguev... le martyr du peuple palestinien continue
Ne pas relâcher notre soutien à sa résistance
En France, ne rien lâcher dans la lutte contre le racisme et les discriminations**

L'Assemblée générale de l'UJFP s'est tenue à Paris les 1er et 2 novembre 2014.

Le rapport d'activité a témoigné d'une activité plus importante que les années précédentes. On sait que l'agression criminelle de l'Etat israélien contre la population de Gaza a provoqué en France un mouvement de protestation populaire très important, avec, malgré les difficultés de la période des congés, plus de manifestations et de réunions publiques qu'il n'y en avait jamais eu dans les épisodes précédents où l'Etat israélien s'était déjà illustré par des crimes de guerre et des crimes contre l'Humanité. Aujourd'hui, ainsi que l'a montré la session extraordinaire du 24 septembre 2014 du Tribunal Russell pour la Palestine, nous devons interpréter de nombreuses déclarations venant de diverses forces sociales et politiques israéliennes comme des incitations directes à commettre un génocide.

L'Assemblée générale a d'ailleurs entendu à ce sujet les témoignages précis et accablants de Wissam Alhaj, journaliste gazaoui, et de David Sheen, journaliste israélien.

Dans de nombreuses occasions, l'UJFP a été sollicitée pour apporter son point de vue, notamment dans les médias comme jamais auparavant, et dans les rassemblements. L'UJFP a connu un développement considérable de la consultation de son site, ainsi que de ses pages Facebook et Twitter. L'UJFP a enfin pu faire entendre qu'une critique radicale du régime d'apartheid israélien n'a rien à voir avec de l'antisémitisme, et qu'au contraire c'est l'impunité face aux crimes de ce régime, accordée à la fois par la « communauté internationale » et les médias dominants, qui favorise un regain d'antisémitisme. L'UJFP dénonce à ce sujet l'insupportable complicité avec l'Etat israélien dont le gouvernement français, et tout particulièrement le Président Hollande et le Premier ministre Valls, a fait preuve avant, pendant et après l'agression de Gaza. Le blocus doit être levé, l'occupation doit être abolie, l'annexion de Jérusalem Est doit cesser, le droit au retour des réfugiés doit être respecté, les discriminations en Israël doivent être combattues, les responsables doivent être condamnés. Partout, le mot d'ordre doit être : égalité des droits, maintenant !

Le débat que nous avons eu sur le mouvement de solidarité, auquel nous avons convié plusieurs militants d'autres organisations engagées, nous a confirmé le danger que nous avons perçu derrière les tensions que ce mouvement traverse. Le pouvoir cherche à diviser le mouvement, autorisant les uns à des protestations acceptables et dénonçant les autres par des interdictions à manifester sur lesquelles l'UJFP s'est déjà prononcée. Les diverses provocations ont été dénoncées et nous déplorons l'absence de résultat de la commission d'enquête sur les événements de la rue de la Roquette. En réalité, il s'agit ni plus ni moins de faire passer la colère légitime de populations discriminées ici et se sentant solidaires du peuple massacré là-bas pour un mouvement incontrôlable, manipulé par « gauchistes » et « islamistes » mêlés. C'est pourquoi l'UJFP ne sépare pas dans son analyse et dans son action la solidarité avec la résistance du peuple palestinien et la lutte en France contre toutes les discriminations, et notamment contre l'islamophobie.

L'Assemblée générale a confirmé son adhésion aux divers collectifs et réseaux auxquels l'UJFP participe, en insistant sur l'axe principal que constitue dans la solidarité avec la résistance du peuple palestinien la réponse à son appel pour une campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions. L'UJFP souhaite continuer à construire un mouvement de solidarité inclusif - et donc en combat contre l'islamophobie et l'antisémitisme.

Les projets ne manquent pas pour poursuivre notre activité dans ces domaines, et la progression sensible de notre nombre d'adhérents nous fait espérer que nous saurons mieux faire face aux sollicitations.

L'Assemblée générale a voté à la quasi-unanimité rapport d'activité, rapport moral, rapport financier. Elle a élu un Bureau élargi pour faire face à des tâches plus importantes.

Ce Bureau a élu Jean-Guy Greilsamer et Pierre Stambul co-Présidents, Georges Gumpel et Marie-Christine Roche co-secrétaires, Daniel Lévyne trésorier.